

# LEMA

*LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !*



N°172 - Novembre 2012ko Azaroa

MENSUEL : 2 €



## EAJ-PNB SOUVERAIN !

Collectivité territoriale  
p. 3

Enseignement bilingue  
p. 5 à 8

Traité budgétaire européen  
p. 17

LEMA Eguna  
p. 20

[www.eaj-pnb.eu](http://www.eaj-pnb.eu)



**LES DEMOCRATES BASQUES / JELTZALEAK**



## **Victoire d'EAJ-PNB**

A l'heure où j'écris ces quelques lignes, les résultats des élections de la communauté autonome Euskadi ( Alava, Biscaye, Guipuzcoa) viennent d'être promulgués, à la télévision.

Pour la première fois depuis le retour de la démocratie en Espagne, il y a plus de trente ans, les élections se sont déroulées, en Euskadi, dans un climat de paix et de véritable démocratie : ETA a mis fin à la violence et la gauche abertzale, à nouveau légalisée a pu présenter ses candidats. C'est un moment historique.

EAJ, arrivé en tête avec 27 sièges, a remporté, une fois de plus, ces élections. Iñigo Urkullu, par son sérieux et son réalisme, soutenu par une équipe soudée, a su convaincre les électeurs de faire confiance à EAJ, le parti abertzale, le plus ancien de notre territoire, (1895). Le programme électoral était prêt depuis un an ; plus de 3500 personnes ont contribué à son élaboration.

C'est la reconnaissance de 30 ans d'une gestion sérieuse qui a introduit Euskadi dans le 21ème siècle et lui a donné, dans l'Europe, une place reconnue.

EH.Bildu arrivant en deuxième position avec 21 sièges, il apparaît que la majorité des parlementaires basques sont abertzale. En les élisant, la population a envoyé un signe fort, elle participe ainsi à la défense et au développement

de l'euskara, de la culture basque ; elle croit en l'efficacité des politiques dont les objectifs sont la lutte contre la crise, le développement économique, créateur d'emplois, le bien-être de la société et le bien-vivre ensemble.

Le parti socialiste se révèle le grand perdant de ce scrutin et à un moindre degré, le Parti Populaire. L'alliance contre nature, réalisée en 2009, avec le Parti Populaire, afin de prendre la présidence du gouvernement et de mettre dehors J.J. Ibarretxe, n'a porté aucun fruit, il est fort probable qu'elle ait même, contribué au déclin des socialistes et du P.P. basques. Les électeurs, constatant leur inefficacité face à la crise, ne leur ont pas offert, cette fois, cette opportunité.

Iñigo Urkullu, lors de son allocution, lors de la promulgation des résultats, a évité l'écueil du triomphalisme. En effet, il connaît l'ampleur et la difficulté de la tâche qui l'attend. Mais il sait qu'il peut compter sur l'appui de la société basque et de tous les alderdikide d'Hegoalde et d'Iparralde. ..

Gaxuxa Elhorga



ARGOTE



## Le débat est ouvert

**Le ton est à la prudence suite à la rencontre entre la délégation du Conseil des Elus et la ministre bretonne Marylise Lebranchu. L'opposition de M. Valls, ministre de l'intérieur, à ce projet montre le manque de clarté gouvernementale.**

Selon Jean Michel Galant, président de la Communauté de Communes de Garazi Baigorri « *le but était de porter notre projet à Paris, faire en sorte que la porte s'ouvre et qu'un débat s'instaure* ». Pas de soutien parisien à la Collectivité Territoriale du Pays Basque, mais ce projet n'est pas non plus rejeté par Mme Lebranchu. Selon M. Lasserre, elle a montré « *sa fibre régionaliste* » a lancé un message : « *il y aura une reconnaissance institutionnelle du Pays Basque* ». Les services du ministère entreront rapidement en contact avec le Conseil de Développement. Il est également prévu qu'une délégation de ce ministère se rende au Pays Basque, au début de l'année prochaine, vers janvier ou février. Le 22 octobre, le Conseil des Elus a évoqué l'idée d'un Conseil Général avec de larges compétences.

### Quels sont les atouts en faveur de la Collectivité Territoriale ?

Tout d'abord, un fort soutien local. La consultation populaire sans effet juridique mise en place par Batera avait déplacé plus de 10% de la population, à l'occasion des élections régionales de 2010. Les acteurs de la vie publique ont montré également leur attachement à cette revendication, notamment récemment la CCI de Bayonne Pays Basque qui a approuvé à 86% une contribution en faveur de la CTPB. Contrairement à la revendication départementale, ce nouveau projet a l'adhésion des « *grands élus* », puisque les 3 députés y sont favorables, de même que 2 sénateurs. Plus généralement, elle fait l'objet d'un plus grand consensus. 45 des 72 membres du Conseil des Elus ont déjà approuvé ce projet. M. Brisson, Conseiller général de Biarritz a même affirmé que « *cette démarche construit du consensus. En 1 an, des élus de mon bord politique, l'UMP ont évolué favorablement grâce à la qualité du travail réalisé* ». En dehors des abertzale évidemment

acquis à cette cause, des élus de toutes tendances politiques, de l'UMP, du centre ou du Parti Socialiste défendent cette revendication d'institutionnalisation du Pays Basque. 20 ans de gouvernance du Pays Basque ont créé un précédent dans le fait de gérer publiquement ce territoire et surtout la Collectivité Territoriale du Pays Basque permet de gérer des compétences qui intéressent au premier chef les élus.

### Un fort soutien local et une qualité de travail

La détermination des partisans de la CTPB. Max Brisson a affirmé que « *la reconnaissance institutionnelle ne peut pas se résumer à une troisième convention entre le pays Pays Basque et l'Etat* ». Il conditionne ce conventionnement au débat institutionnel. C'est un moyen de



Jean-Jacques Lasserre

l'échelle du Pays Basque, expertises de juristes sur les formes institutionnelles possibles avec une évaluation de l'intérêt de chacune d'elles. Au final, plus d'un an de travail pour un travail méthodique qui a permis d'approfondir l'institutionnalisation du Pays Basque. Comme l'a affirmé Jean Jacques Lasserre « nous avons mis tous les atouts de notre côté. Il sera difficile de nous prendre en défaut. Notamment le débat sur les compétences nous permet d'argumenter sur leur pertinence à l'échelle du Pays Basque ».

### Quels sont les obstacles ?

Au gouvernement comme ailleurs, l'opposition des Jacobins est redoutable. La position du ministre de l'Intérieur en est un exemple. Max Brisson prévient « attention au jacobinisme des Girondins ». La tendance actuelle est également au regroupement des Collectivités et non à la création de nouvelles entités.



Max Brisson

pression qui montre la volonté d'aboutir. Pour Jean Jacques Lasserre « *on ne peut plus se reposer sur une structure associative, cela n'a plus de sens* ». La qualité du travail mené par les Conseils de Développement et des Elus. EAJ-PNB a été précurseur dans la défense de cette institution. Ensuite, il faut reconnaître la qualité de la démarche conduite par le Conseil de développement : groupes de travail sur la pertinence des compétences à gérer à



## Le dialogue façon Valls

Alors qu'une délégation d'élus basques a été reçue par Marylise Lebranchu, la ministre chargée de la décentralisation, son collègue de l'intérieur Manuel Valls a préféré donner son opinion sans entamer le dialogue. C'est ainsi qu'il lance dans une interview au journal *El pais* du 28/10: « Certains députés et maires demandent une région basque. J'ai dit cette semaine au Sénat ce que je pense: il n'y aura pas de Pays basque français dans la prochaine loi de décentralisation. Il n'y aura pas de structure administrative basque, nous ne voulons pas ouvrir ce débat. Pour nous les choses sont claires et tant qu'ETA ne rendra pas les armes, nous serons inflexibles ».

Curieuse façon de répondre à la majorité des élus du Pays basque: on leur dit que le débat ne sera pas ouvert, alors qu'il existe déjà! Et en plus, les élus devront lire un journal espagnol pour avoir des informations qui intéressent d'abord le « Pays basque français ». Comment dit-on dialogue démocratique selon Manuel Valls?

## Fin de partie ou sortie isolée?

Au delà de la manière, on peut s'interroger sur le fond: Manuel Valls parle-t-il en son nom propre ou s'exprime-t-il au nom du gouvernement? Dans le premier cas, on peut se dire que la partie n'est pas jouée et que chaque camp, jacobins contre girondins (encore!), peut encore faire pencher la balance démocratique vers une France sclérosée, imbue d'elle-même et uniforme ou vers une France décomplexée, tolérante et ouverte. Ou alors, plus grave, les jeux sont déjà faits. Dans ce cas, tout le travail réalisé par élus et socioprofessionnels du Pays basque n'aura même pas été étudié. Pourtant, la France, patrie des droits de l'homme, doit savoir qu'avant de rendre un jugement, il faut écouter les deux parties...

## La longue marche

Ce qui est certain dans ce débat sur la collectivité Pays basque, c'est que longue sera la marche avant d'en voir le bout. Les opposants à cette structure ne manqueront pas de peaux de banane à jeter sous les pieds de

ses partisans. L'une des dernières en date, imaginée par le député PS de Mourenx David Habib « c'est le département dans son ensemble qui doit être consulté sur cette question et non pas le seul Pays basque ». En guise de réponse, on retiendra la jolie formule de la plateforme Batera: « *Quand un couple divorce, il n'y a pas besoin de l'accord des 2 parties. Il suffit que l'un décide de quitter l'autre. Mais on peut réussir sa vie après un divorce!* ».

## Les extrêmes vainqueurs ?

Il y a au moins deux partis politiques qui seront contents si le gouvernement socialiste refuse toute reconnaissance au Pays basque: le PCF et le FN. Sans surprise, les deux partis placés au deux extrêmes de l'éventail politique ont dit non à la collectivité Pays basque. Les communistes ne voient derrière cette demande qu'une « opération politicienne » et affirment que cela « n'aboutira jamais car cela signifierait la mort des Pyrénées Atlantiques ». Dans le même registre de la France Une et Indivisible, le Front national estime que « les structures actuelles sont suffisantes ».

## Les socialistes d'accord ?

Les militants socialistes basques et béarnais ont-ils tranché en faveur d'une collectivité Pays basque? C'est ce que l'on peut penser en voyant le calendrier de leurs prochaines réunions. Appelés à choisir entre deux candidats pour le poste de premier secrétaire fédéral, ils ont prévu deux assemblées générales: l'une en Pays basque et l'autre en Béarn. Au PS, la partition n'est pas seulement dans les têtes, elle est déjà dans les faits!

## Mauvais présage ?

Dans l'histoire, lorsqu'on voulait empêcher quelqu'un de parler on lui coupait la langue. De nos jours, c'est nettement plus « doux » mais tout aussi efficace: on coupe l'image. C'est ce qui est arrivé au journal de France 3 Euskal herri Pays basque. La direction régionale de Bordeaux a décidé de fermer l'antenne pendant les vacances de la Toussaint et de Noël. Officiellement, il s'agit de mesures d'économie liées à un déficit chronique de France 3. Cette coupure d'image et de son n'a pas été du goût de nombreux maires du Pays basque (95!) qui se sont exprimés en

faveur du journal local et de nombreux téléspectateurs qui soutiennent leurs journalistes. Des journalistes qui doivent plutôt bien faire leur travail, puisque l'édition locale de France 3 Euskal herri est l'une des plus regardées de France et de Navarre!

## Lecture entre les lignes

Les lecteurs de Sud Ouest Pays basque ont eu un aperçu d'une interview de J.Claude Coste, le président de l'EP-SA (Établissement Public des Stations d'Altitude) dans l'édition du 16/10/12. Il y est question de la prise en main du petit train de la Rhune par l'EP-SA. Or, en fouillant, on se rend compte que l'interview dans l'édition Béarn est plus étoffée. Autrement dit, il manque des lignes aux lecteurs basques. Ainsi, on y apprend que la présidence de l'EP-SA s'est jouée entre 2 élus PS béarnais: « On en a discuté avec André Berdou. C'était l'un ou l'autre » déclare J.Claude Coste. Le signal est clair, les 2 candidats étant des élus de cantons où existent des stations de ski. L'argent des 350 000 visiteurs annuels de la Rhune renflouerait les finances des stations de ski déficitaires. De l'argent qui aurait pu être utilisé pour développer des activités dans la montagne basque. Et de l'argent que certains élus béarnais aimeraient bien conserver dans l'escarcelle du département actuel...

## Basque est la monnaie

Eusko, c'est le nom de la nouvelle monnaie qui sera lancée en Pays basque à partir de janvier prochain. Non, il ne s'agit pas de remplacer l'euro mais de créer une monnaie locale et solidaire. Tout un chacun pourra payer en eusko (1 eusko = 1 euro) dans les commerces qui accepteront de jouer le jeu. L'intérêt? Une partie des sommes en circulation sera reversée à des associations locales suivant le vœux de l'utilisateur. Autrement dit un fan de sa chorale préférée ou de son club sportif chéri pourra en payant en eusko lui apporter son soutien. L'idée est loin d'être farfelue puisqu'elle a été appliquée avec succès dans une région allemande! Mais pour que l'eusko trouve sa place dans les porte monnaies, il faudra que de nombreux professionnels et leurs clients potentiels l'adoptent.

Pour se faire une idée plus précise, on pourra visiter le site internet: [www.euskalmoneta.org](http://www.euskalmoneta.org).



## **Ikas-Bi met en doute les choix de politique linguistique pour l'enseignement public.**



Mixel Esteban

Mixel Esteban est l'ancien vice-président et l'actuel coordinateur d'Ikas-bi, association historique et néanmoins active des parents d'élèves pour la promotion de l'enseignement en euskara et le développement de sections bilingues français-basque dans le service public d'éducation. La rentrée scolaire, une adhésion croissante des familles, mais aussi les blocages de l'Education Nationale, la politique linguistique touchant aux écoles ou le bilan de l'enquête socio-linguistique chez les jeunes, autant de thèmes d'actualité suivis et développés par Ikas-Bi. Rencontre.

### **Comment s'est déroulée la rentrée 2012 ?**

Nous connaissons une hausse significative des effectifs, avec cette année encore plus de 300 élèves supplémentaires dans les classes bilingues publiques et pour la première fois les 5000 élèves dépassés dans l'enseignement primaire, en fait plus de 5100 élèves inscrits dans l'enseignement bilingue public en maternelle et élémentaire. Si l'on rajoute le secondaire, on dépasse largement 6 000 élèves suivant un enseignement en langue basque. A signaler que cet enseignement est dispensé selon deux modèles, la parité horaire en basque et en français et, pour l'instant en maternelle, un enseignement en langue basque pouvant atteindre l'immersion totale comme celui dont nous avons soutenu l'ouverture – par un travail militant encore une fois - dans une école de Biarritz. Nous étudions actuellement d'autres projets, d'autant qu'à l'image de l'enseignement public bilingue qui est né à Sare et représentait la première école bilingue de France en langue « régionale », le modèle lancé à Biarritz est le premier en immersion totale pour les langues de France et d'Outre-Mer.

Mais la situation est paradoxale pour ce qui est de la montée des effectifs. En effet, elle résulte d'un développement interne des écoles qui démontre une forte demande sociale des familles, alors que le système d'ouverture de sections bilingues est en panne depuis 2008, l'année où l'Office public de la langue basque a pleinement et

exclusivement mené son action dans les écoles.

### **Il y a même une opposition au bilinguisme aujourd'hui ?**

Le paradoxe est d'autant plus déroutant que la politique publique linguistique menée de concert entre l'Édu-

pétitions avaient déjà été organisées les années précédentes. Tout comme d'ailleurs à Biarritz-Larochefoucault et Biarritz- Victor-Duruy où les parents ont été instrumentalisés par des enseignants exaspérés de voir systématiquement des ouvertures de postes en langue basque mis en concurrence avec des postes en langue française. La gestion des dossiers par les trois partenaires publics a été catastrophique. Dans les quatre écoles, il s'agit d'une véritable politique de la terre brûlée, car nous savons que nous ne pourrions pas y retourner.

La méthode des institutions en charge du dossier n'est pas la bonne et nous attendons un changement dont à vrai dire nous ne percevons pour l'instant aucun signe fort. En ce qui nous concerne, nous avons repris le chemin de l'école et développons nos pratiques habituelles d'écoute et de prise en compte de la volonté des parents, de concertation avec les enseignants, de liens toujours plus étroits avec les municipalités, les mairies étant finalement compétentes et engagées en faveur de l'école publique et communale. Bref, une politique linguistique ne se décide pas d'en haut sans Ikas-Bi. Elle commence sur le terrain avec Ikas-Bi, « l'opérateur historique » des parents d'élèves et de la promotion de l'enseignement bilingue, fort de son expérience de trente ans dans le domaine.



L'officialisation de l'euskara est indispensable

cation Nationale, le Conseil général et l'OPLB comme opérateur, se résume à des conflits au sein même des écoles. La rentrée bilingue ne s'est pas faite dans les écoles de Anglet-Larreat, ni d'Ustaritz-Idekia du fait de l'organisation de campagne de pétitions contre l'implantation du bilingue dans ces écoles. La nouveauté c'est que ces campagnes ont été publiques. Car dans les deux écoles en question, des



## Quels sont les enjeux de l'enseignement public pour l'euskara ?

Pour Ikas-Bi, il est clair que si nous voulons remporter la bataille de l'euskara, le cœur de cible c'est l'école publique. C'est là que les efforts doivent se concentrer. Il ne s'agit pas ici de prêcher pour ces valeurs de l'école laïque, gratuite et pour tous, pour les écoles de quartiers et les écoles communales auxquelles nous sommes attachées. Il s'agit d'avoir une vision statistique et de prendre en compte les analyses de l'Unesco au sujet du sauvetage des langues minoritaires.

Aujourd'hui en Pays Basque, près de 7 enfants sur 10 sont scolarisés à l'école publique dans le 1er degré, un peu plus de 2 dans l'enseignement catholique et moins de 1 à l'ikastola. Si l'enseignement public et les deux filières privés d'enseignements comportent des différences sur le plan pédagogique et celui des valeurs, la langue basque nous rassemble, et il ne s'agit pas ici de mettre en concurrence ce qui n'a pas lieu d'être. Lorsqu'une langue est menacée de disparaître, il faut se rassembler. Mais aujourd'hui et demain en Pays Basque, 7 adultes sur 10 viennent et viendront de l'école publique. Les jeunes d'aujourd'hui sont donc les locuteurs ou les non-locuteurs de demain. Nier cet état de fait, c'est nier tout avenir à



l'euskara, sauf à le voir confiné dans des secteurs géographiques identifiés ou dans des milieux socioculturels confinés. Ainsi, les pouvoirs publics de l'Éducation Nationale et du Conseil général ne peuvent continuer, avec leur opérateur semi-privé OPLB, à négliger l'enseignement public, majoritaire. Encore moins le promoteur historique de cet enseignement, Ikas-Bi. Nous espérons beaucoup dans « le changement » !

## Quelles sont les motivations des parents en faveur du bilinguisme ?

Les raisons sont diverses et chaque cas est particulier. Néanmoins, on peut dégager trois motivations majeures. Tout d'abord, un sentiment d'appartenance à une famille où la langue était pratiquée par les grands-parents. C'est une façon de se raccorder à un lien familial. Il s'agit d'une population d'origine bascophone. Il y a également une motivation identitaire pour une population d'origine basque ou non. La langue basque est perçue ici comme un outil culturel d'intégration à un territoire donné. Enfin, on retrouve l'argument pédagogique. L'enseignement bilingue en langue régionale favorise l'apprentissage du français, des mathématiques ou des langues étrangères. Les enquêtes le démontrent de façon incontestable. Ces trois motivations peuvent être communes ou indépendantes l'une de l'autre, selon les familles et même les parents. Cela correspond à la diversité pluriculturelle de la société au Pays Basque. Une vision qu'Ikas-Bi, association citoyenne, promeut.

## Ikas-Bi est très critique à l'égard de la politique linguistique actuelle ?

Nous avons maintenant besoin d'efficacité, au regard notamment des résultats de la dernière enquête sociolinguistique. Que dit-elle, outre une baisse qui reste relative du nombre de locuteurs ? Deux points essentiels : l'avenir tout d'abord avec une progression de locuteurs plus que modérée chez les jeunes de 16 à 24 ans. Entre 2006 et 2011, années des deux dernières enquêtes sociolinguistiques, le pourcentage de locuteurs de cette tranche d'âge est passé de 16,1 % à 17,6 % soit +1,5 %. Ceci alors que la politique publique linguistique avait débuté en 2005 dans le domaine scolaire plus particulièrement. Pour la

tranche d'âge au-dessus, des 25-34 ans, celle qui n'a pas bénéficié de cette « politique linguistique », la progression est de +2,3 % de locuteurs (on passe là de 11,6 % à 13,9 %). Pire, durant la période de 2006 à 2011, le pourcentage des habitants du Pays Basque défavorables à la promotion de l'euskara est passé de 17,3 % à 21,3 % ! Celui des favorables baissant tout aussi fortement de 41,2 % à 38,5 % ! Mais en stratégie de moti-



Bayonne et le BAB, la zone faible du bilinguisme

vation et de sensibilisation, comme d'ailleurs dans le monde de la communication, le plus important ce sont les indécis, ceux qui pourraient franchir le pas. Et là, le pourcentage ne varie quasiment pas en six ans d'une politique linguistique qui pourtant s'étale amplement dans les journaux : les « ni pour, ni contre » la promotion de l'euskara passant de 41,1 % en 2006 à 40,2 % en 2011.

En tant que citoyens, nous sommes en droit de nous interroger sur l'efficacité de cette « politique linguistique... publique ».

## Qu'en est-il de la situation à Bayonne, Anglet et Biarritz ?

La question du confinement linguistique se pose avec acuité à Bayonne, Anglet et Biarritz où l'enseignement bilingue à l'école publique est plus proche de 10 % que de 15 %. En clair, plus de 85 % des élèves de l'école publique de ces trois villes sont monolingues ! Une situation d'autant plus alarmante, que la moitié de la population scolaire du Pays Basque se



trouve sur l'agglomération du BAB. Les maires et élus que nous avons interpellés dans ces trois villes ont aussi une responsabilité pour le devenir de l'euskara. Si certains d'entre eux ne manifestent pas un grand intérêt pour la langue basque... à l'école publique, ils savent que les marqueurs linguistiques sont aussi des leviers de développement territoriaux. Ainsi, on pourrait difficilement imaginer que nous ayons des jeunes adultes bilingues aux limites des grosses communes et une population globalement unilingue sur le BAB. On le sait, les fractures

### Y a-t-il également un intérêt pédagogique ?

C'est une clé majeure de l'enseignement bilingue. Au-delà de l'enseignement et de l'apprentissage du basque, le système pédagogique en place est fondamental. Au premier degré, en maternelle et au primaire, chaque matière doit être enseignée dans les deux langues. Il y a donc deux enseignants référents : un en français et l'autre en basque. Le travail se réalise donc dans la concertation avec une équipe de deux enseignants. Les difficultés sont passées au crible de deux

sont faibles ou inexistantes comme sur le BAB, il est indispensable, dès la petite enfance et jusqu'à la fin du cycle de maternelle, de prioriser l'immersion totale dans les institutions publiques. Les psycholinguistes s'accordent tous à voir là une approche linguistique favorable à l'apprentissage de deux langues. Mais les choses ne se décrètent pas et les parents de l'école publique doivent avoir le choix de scolariser en immersion, en parité horaire ou en unilingue s'ils le souhaitent, dans chaque école de quartier, dans chaque école communale.

### Est-ce une méthode d'enseignement efficace pour apprendre l'euskara ?

Pour nos élèves des secteurs urbains où l'euskara est peu pratiqué, et qui ont suivi un enseignement bilingue à parité horaire, que ceux qui s'inquiètent pour nous se rassurent, ils seront euskaldun. De toute façon, être euskaldun, ce n'est pas comme un label de qualité. Ou alors, par exemple, ils seraient très rares, les euskaldun berri adultes, à être considérés comme euskaldun à part entière. Parmi les jeunes sortant du système Ikas-Bi, à parité horaire, il y a des enseignants d'euskara ou des journalistes en euskara qui n'ont jamais entendu le basque à la maison, encore moins dans leur environnement social proche. Il y a aussi des locuteurs ayant des difficultés d'expression, car ils n'ont jamais ou peu l'occasion de développer leur apprentissage et de pratiquer la langue une fois adulte. Nous revenons ici au contexte sociolinguistique. La boucle est bouclée ? Pas totalement, car il y a un aspect dont on parle peu et qui constitue une réelle préoccupation dans le corps enseignant : c'est l'échec sur le plan linguistique. Lorsqu'il survient à l'école publique, il n'est pas à mettre en lien avec une pédagogie qui serait inadaptée. Ou des enseignants qui seraient incompetents. Ce sont là des critiques qui venaient autrefois de l'enseignement privé, du temps de la Guerre froide... Laissons cela de côté. L'échec linguistique n'est jamais linguistique. Il trouve ses raisons ailleurs, dans la mala-



*Gilbert Dalgalian, un linguiste militant du bilinguisme*

sociolinguistiques ne sont jamais très bonnes.

Les parents eux ne se posent pas tant de questions. Sur le BAB aussi ils veulent du bilingue à l'école publique. Il faut ici rappeler qu'une enquête menée il y a deux ans avait abouti à des souhaits d'ouvertures sur 5 écoles publiques à Boucau (1 école), Bayonne (1 école), Anglet (2 écoles), Biarritz (1 école). Mais les ouvertures pour la rentrée 2011-12 ont été rejetées, l'Inspection d'Académie relayant le ministère, ayant apposé son veto par le chantage évoqué précédemment : une fermeture de français pour une ouverture de basque.

regards pour toutes les matières. Cet échange permet de mieux décrypter les problèmes scolaires éventuels. L'enfant a également une approche équilibrée des deux langues. Elles sont au même niveau de représentation à l'école. Il n'y a pas de diglossie dans la classe. Cela dit, l'école ne fait pas tout. Il ne faut pas oublier que dans son temps de vie, l'enfant passe à peine plus de 10 % de son temps à l'école. Par ailleurs il vit en famille, il joue avec ses amis, il fait des activités extra-scolaires, il part en vacances, il dort. On le comprend bien ici, l'environnement linguistique est fondamental pour l'enfant. La famille en premier lieu dont un parent ou les deux doivent transmettre l'euskara s'ils le parlent, l'environnement social ensuite qui peut favoriser la pratique de l'euskara, les pouvoirs publics qui doivent donner une représentation positive et institutionnalisée de la langue basque. Si ces facteurs



die quelquefois, dans les conditions sociales souvent, dans un contexte familial fragmenté aussi. Et bien évidemment, le taux de ces difficultés est plus grand à l'école publique, l'école gratuite, l'école pour tous. À ce sujet, la responsabilité sociale de l'école publique est largement analysée ailleurs. Pour revenir au Pays Basque, il faut dire que l'enseignement bilingue demeure une grande chance pour les populations moins favorisées par la vie. Certes, on parle de Sare comme la première école bilingue. Mais nous disons aussi que la première vague de développement de l'enseignement bilingue s'est réalisée en ville et pas à la campagne, dans les quartiers périphériques et pas dans les centres-villes cossus. Les premières sections bilingues ont vu le jour dans les écoles du Polo-Jean-Moulin à Bayonne, de Pétricot-Reptou à Biarritz, de Urdazuri à Saint-Jean-de-Luz, de Orio-Lissardy à Hendaye. Tous des quartiers populaires, tous des quartiers de HLM. Et parce que ces écoles étaient alors les seules bilingues, les enfants du centre-ville rejoignaient ceux du quartier populaire.

La mixité sociale à l'école publique

grâce à l'enseignement bilingue. Voilà une belle valeur à laquelle nous sommes attachés, et que personne ne pourra nous enlever.



Une nécessaire mobilisation populaire

### Que se passe-t-il dans les collèges et les lycées ?

La parité horaire dans les collèges se met en place lentement, avec dix ans de retard déjà ! Dans les lycées pas de parité. Et pour l'enseignement professionnel, bac pro et bac technologique, qui demeure l'orientation de près de la moitié des jeunes, pas d'enseignement en basque. La continuité en basque entre CM2 et 6e,

dépasse tous juste les 60 % des élèves, alors que l'on nous annonce une « couverture géographique totale » de collèges à sections bilingues au Pays Basque. Heureusement, il y a des principaux, volontaires comme à Bayonne-Marracq et Fal qui développent fortement leurs sections (et pas que ça d'ailleurs). D'autres principaux ou proviseurs sont dans l'attente de directive, de soutiens, d'une marche à suivre qui ne viennent pas. Il est en effet plus médiatique d'annoncer des ouvertures de maternelles bilingues que de communiquer sur le secondaire. Pourtant, il serait bon d'informer les familles d'élèves bilingues du 1er degré pour leur dire que l'apprentissage de la langue basque ne s'arrête pas au CM2 et qu'une maîtrise grammaticale de la langue se pose dans le secondaire. Mais pour cela, l'Éducation Nationale doit s'impliquer et accompagner plus efficacement les développements du 1er degré dans le secondaire.

## Bénéficiaire du dynamisme économique du Pays Basque sud

Deux sociétés du Pays Basque sud ont décroché des contrats majeurs de plusieurs centaines de millions d'euros sur le marché mondial. Ces contrats concernent les moteurs d'avions, pour une compagnie aérienne américaine et des trains de métro à Helsinki, en Finlande. Ces sociétés feront travailler en cascade d'autres entreprises expertes dans ces domaines.

Aujourd'hui, au-delà des relations fructueuses entre les Chambres de Commerce de St Sébastien et de Bayonne, il n'y a pratiquement aucun échange et aucune information publique sur la vie économique des entreprises du Pays Basque sud. Ces contrats reflètent un dynamisme d'entreprises dont le Pays Basque nord bénéficie peu.

EAJ-PNB demande une étude sur l'opportunité pour les entreprises du Pays Basque nord de s'associer à des clusters du Pays Basque sud. Cela concerne en particulier l'aéronautique ou l'audiovisuel.

EAJ-PNB demande également une étude sur l'intérêt d'un bureau d'information économique entre les deux Pays Basque pour faciliter les contacts et les coopérations d'entreprises, voire susciter de nouvelles entreprises en Pays Basque nord. Dans l'hypothèse d'une future collectivité territoriale pour le Pays Basque, ces priorités devraient pouvoir relever naturellement d'une agence de développement économique.

Nous avons l'excellence mondiale à nos portes. Sachons en tirer bénéfice !



## La victoire éclatante du PNB

### La « normalisation électorale », en attendant la normalisation politique

Les élections autonomiques du dimanche 21 octobre marque une double rupture : rupture démocratique tout d'abord. Pour la première fois depuis 30 ans, la population des trois provinces de la CAB ont pu désigner leurs députés au Parlement Basque en l'absence de toute violence d'ETA et dans un climat totalement normalisé. C'est une première victoire. Rupture politique ensuite. Pour la première fois depuis plus de dix ans, la population a pu choisir librement ses représentants, en présence notamment d'une gauche abertzale à la fois légalisée et unie. Et pour la première fois aussi, le panorama politique était simplifié : quatre grandes options idéologiques s'offraient aux électeurs : la droite et la gauche espagnole, dite « constitutionnelles », réunies essentiellement autour du Parti Populaire (PP) et du Parti socialiste (PSE), et les deux familles abertzale, autour des nationalistes du PNB et des indépendantistes de la Gauche abertzale (Batasuna, Aralar, EA et Alternatiba).

« marque électorale » faisant le plein de la gauche souverainiste, sans que le PNB puisse compter sur l'apport d'EuskoAlkartasuna (EA), son frère-en-nemi, depuis la scission de 1986. Ce n'est donc pas un duel entre deux partis abertzale qu'offraient ces élections, mais l'affrontement sans merci d'une vaste coalition de partis contre le vieux chêne du PNB. On appréciera d'autant mieux sa performance malgré tous les commentateurs qui vaticinaient son recul. Mais les sondages avaient commencé à démontrer le contraire depuis l'été...

### Un Pays Basque plus abertzale que jamais

Au-delà de la remarquable percée de EH Bildu, la presse espagnole et étrangère n'a pu occulter l'écrasante majorité abertzale, à la fois dans l'électorat, mais surtout au Parlement basque : 48 sièges sur 75 (44 en 1990 en cumulant les sièges PNB/HB/EA). Laura Mintegi, tête de liste de la Gauche abertzale pouvait s'exclamer au soir du scrutin : « deux parlementaires sur trois seront nationalistes ». Le vote abertzale représente quant à lui 59,64 % des voix exprimées, un score remarquable même si on a connu mieux. Mais cet « agglomérat » électoral ne fait pas une majorité politique, même si la nouvelle configuration du Parlement de Gasteiz pèsera lourd dans la relation avec Madrid.

### Le PNB devance la Gauche abertzale unie

Soyons francs : le seul véritable enjeu politique de ces élections était précisément la lutte pour la suprématie au sein de la famille nationaliste. Dans cette lutte sans merci, le PNB a pris une longueur d'avance, que les sondages de sortie des urnes, à 20h00, ne laissaient pas présager. A 21h30, le glaive tombait : 106 600 voix d'avance pour le PNB sur son challenger, et 6 sièges de plus. Le PNB renforce son leadership historique en Biscaye, en

« raflant » 38,43 % des suffrages, loin devant EH Bildu et le PSE. Et le Parti d'Iñigo Urkullu arrive en pole-position en Araba, à une courte distance, il est vrai, devant EH Bildu, le PP et le PSE. Le PNB s'impose enfin dans les trois capitales de la communauté autonome d'Euskadi.

Pour autant, le score recueilli par EH Bildu est en soi un beau succès. La Gauche abertzale a réussi à transformer l'essai des élections forales/municipales et des élections générales de 2011.



### La performance douce-amère d'EH Bildu

Mais la victoire d'EH Bildu a un gout doux-amer : le retour en force de la Gauche abertzale au Parlement basque masque mal une autre réalité : le score de la coalition indépendantiste recule par rapport aux deux derniers scrutins. Le 21 octobre 2012, EH Bildu a obtenu 277 000 voix, là où Bildu et Aralar recueillaient 310 300 voix aux élections forales de 2011, et là où Amaiur (configuration identique à EH Bildu) recueillait il y a moins d'un an 285 300 voix aux élections législatives espagnoles dans les trois provinces de la CAB. Il est même étonnant que la Gauche abertzale fasse un score



### Seul contre tous

La victoire large et nette du PNB cache pourtant une réalité que peu d'observateurs ont mise en avant. Dans l'opposition depuis 4 ans, le PNB se présentait en quelque sorte, seul contre tous. Le « vieux » parti, malgré ses 120 ans d'existence, faisait face à la totalité de la gauche abertzale, coalisée sous le sigle de EH Bildu, une



moins sur une élection autonome, traditionnellement plus favorable aux partis abertzale.

Le recul est particulièrement net dans le « fief » de la Gauche abertzale, le Gipuzkoa. EH Bildu l'emporte d'une très courte avance sur le PNB, à quelques 400 voix près, alors que l'écart était de 55 500 voix aux élections forales et 46 300 aux élections générales. Mais surtout, le PNB redevient la première force politique dans des villes emblématiques comme Eibar, Tolosa, Zarautz, Beasain... mais surtout, à Donostia/San Sebastian où le PNB obtient 29 % des suffrages, devant le PSE et EH Bildu. Le maire (Bildu) de Donosti l'a reconnu publiquement : « *la Gauche abertzale perd des voix dans les municipalités qu'elle dirige depuis un an...* ». Iñigo Urkullu avait prévenu la Gauche abertzale au soir des élections municipales et forales : « *Bienvenidos a la realidad!* ». La gestion quotidienne de la gauche souverainiste, très critiquée en Gipuzkoa et à Donosti notamment, semble avoir refermé le cycle de son expansion électorale.

### **La sanction des partis « espagnolistes »**

Ces élections ont mis un terme à la lente agonie du Gouvernement socialiste de Patxi Lopez, qui laisse un PSE particulièrement affaibli, avec 16 sièges pour 212 000 voix contre 22 sièges et 318 100 voix aux dernières élections autonomiques de 2009. Si le PP parvient à « limiter la casse », il doit abandonner son rêve de supplanter le PSE dans l'électorat non-abertzale. Il reste en tout cas relégué à la quatrième place, avec 10 sièges. Si la succursale du Parti UPyD de Rosa Diez maintient son siège pour cette nouvelle législature, en revanche, la gauche communiste fédéraliste, qui se présentait divisée entre Ezker Anitza-IU et Ezker Batua, perd toute représentation parlementaire. Il s'agit là d'un véritable « suicide » politique, dans la mesure où le cumul

des voix aurait permis à l'ancienne formation d'obtenir entre 2 et 3 sièges...

### **Leadership d'Iñigo Urkullu et questions de styles...**

Le style des têtes de liste n'est jamais anodin dans une élection aussi importante. Iñigo Urkullu, actuel président de l'EBB du PNB (direction nationale), présentait une candidature sans fissure, avec le soutien unanime de son Parti, et un profil à la fois sérieux et rassembleur. Le choix du PNB de mettre



en avant sa capacité à lutter contre la crise économique, n'a pas pour autant relégué à l'arrière-plan les ambitions souverainistes du vieux Parti. L'approfondissement de l'autogouvernement, la reconnaissance de la capacité du Pays Basque à négocier d'égal à égal un nouveau statut avec Madrid, dans une optique souverainiste, reste gravé dans le credo et dans les intentions du PNB.

La Gauche abertzale avait fait le choix – judicieux et pragmatique – d'un profil rassurant sous les traits et par la voix de Laura Mintegi. Ce choix ne semble pourtant pas avoir eu d'effet propulseur pour le vote indépendantiste. Quoiqu'il en soit, les objectifs de la Gauche abertzale, portés par Laura Mintegi, participent de cette normalisation politique tant attendue par la société basque. Participer à la gestion de municipalités comme Donosti, d'une députation forale comme en Gipuzkoa, entrer au Parlement basque avec la volonté de prendre part au débat public, voici autant de signes encourageants

qui peuvent laisser espérer à la Gauche abertzale de prendre toute la place qui lui revient sur la scène politique basque. C'est aussi une condition de la fin définitive de la violence politique et de la disparition d'ETA.

### **Projections et alliances**

La configuration du nouveau Parlement basque laisse les mains relativement libres à Iñigo Urkullu pour rencontrer les différents partis qui ont obtenu une représentation au Parlement de Gasteiz. La formation du prochain gouvernement basque est désormais le principal enjeu des semaines à venir.

Les résultats du 21 octobre ont écarté le spectre, possible bien que peu probable, d'une alliance entre le PSE et EH Bildu, sinon pour former un gouvernement, du moins pour mener la vie dure au PNB dans l'opposition. Mais les deux groupes parlementaires n'atteignent pas la majorité absolue. Il reste donc trois options à Iñigo Urkullu : négocier un accord avec le PSE, dont le candidat Patxi Lopez devrait partir pour d'autres horizons, ou trouver les

termes d'une entente avec EH Bildu, qui permettrait d'assurer une majorité parlementaire abertzale écrasante. Mais c'est sans doute le troisième scénario qui reste le plus probable : un gouvernement monocouleur PNB, capable de négocier ponctuellement de façon bilatérale, ou par accord transversal, avec d'autres groupes parlementaires. Sans majorité absolue, Iñigo Urkullu a commencé, dès avant l'annonce des résultats, à tendre la main à toutes les formations politiques, d'EH Bildu au Parti Populaire.

Gouverner en solitaire ne veut pas dire gouverner sans accords. Dans ce domaine, le PNB jouit d'une expérience certaine, de plus de 20 ans. Et c'est aussi l'assurance de ne pas dépendre d'un allié unique et encombrant...

Manu



## Une domination homogène d'EAJ-PNB

Voici les principaux résultats des élections autonomiques de ce 21 Octobre.



Il est difficile d'établir des comparaisons puisqu'en 2009, dans un contexte d'illégalisation de la gauche abertzale, EAJ-PNB a naturellement bénéficié des voix d'une partie de leur électorat. Dans les années 2000, EAJ-PNB s'est présenté en coalition avec EA. Finalement, il faut remonter à 1998 pour retrouver des résultats comparables puisqu'à l'époque le mouvement jeltzale s'est présenté seul comme en 2012. En 2009, le score assimilé d'EH Bildu correspond au score cumulé d'EA et d'Aralar, deux composantes actuelles de la coalition abertzale et en 1998, il correspond au score cumulé d'Euskal Herritarrok et de EA. Seuls sont répertoriés les partis qui obtiennent des députés pour cette mandature. EAJ-PNB en aura 27, Eh Bildu, 21, PSE-EE, 16, PP, 10 et UPyD, 1. Le grand absent de cette mandature sera IU, Izquierda Unida qui du fait de ses divisions n'aura pas de député.

### Résultats généraux sur l'ensemble de la Communauté Autonome Basque

Partis politiques	Autonomiques 2012		Autonomiques 2009		Autonomiques 1998	
	Votes	%	Votes	%	Votes	%
Participation	1 131 485	65,83 %	1 148 697	64,68 %	1 275 008	69,99 %
EAJ-PNB	383 565	34,64 %	399 600	38,56 %	350,332	28,01 %
EH BILDU	276 989	25,00 %	100 712	9,72 %	332 636	26,00 %
Total abertzale	660 554	59,64 %	500 312	48,28 %	682 968	54,61 %
PSE-EE	211 939	19,13 %	318 112	30,70 %	220 052	17,60 %
PP	129 907	11,73 %	146 148	14,10 %	251 743	20,13 %
UPyD	21 492	1,94 %	22 233	2,15 %		
Total espagnolistes	363 338	32,80 %	486 493	46,95 %	471 795	37,73 %

### Résultats en Araba

Partis politiques	Autonomiques 2012		Autonomiques 2009		Autonomiques 1998	
	Votes	%	Votes	%	Votes	%
Participation	159 209	64,64 %	161,518	65,07 %	171,580	70,27 %
EAJ-PNB	40 018	25,88 %	45 767	30,38 %	36,923	21,94 %
EH BILDU	34 122	22,07 %	11893	7,89 %	31 285	18,59 %
Total abertzale	74 140	47,95 %	57 660	38,27 %	68,208	40,53 %
PSE-EE	30 267	19,58 %	47 523	31,54 %	28,670	17,04 %
PP	29 303	18,95 %	32 188	21,36 %	45,470	27,02 %
UPyD	5 435	3,52 %	5 990	3,98 %		
Total espagnolistes	65 005	42,05 %	85 701	56,88 %	74 140	44,06 %



## Résultats en Biscaye

Partis politiques	Autonomiques 2012		Autonomiques 2009		Autonomiques 1998	
	Votes	%	Votes	%	Votes	%
Participation	609 767	66,41 %	632 070	66,34 %	692 781	69,89 %
EAJ-PNB	229 569	38,43 %	241 732	41,53 %	224 542	33,06 %
EH BILDU	128 407	21,49 %	41 672	7,16 %	141 473	20,83 %
Total abertzale	375 976	59,92 %	283 404	48,69 %	366 015	53,89 %
PSE-EE	113 147	18,94 %	177 875	30,56 %	125,834	18,52 %
PP	70 444	11,79 %	81 837	14,06 %	138,161	20,49 %
UPyD	10 786	1,81 %				
Total espagnolistes	194 377	32,54 %	259 712	44,62 %	264 995	39,01 %

## Résultats en Gipuzkoa

Partis politiques	Autonomiques 2012		Autonomiques 2009		Autonomiques 1998	
	Votes	%	Votes	%	Votes	%
Participation	362 509	65,41 %	355,109	61,76 %	410 647	70,05 %
EAJ-PNB	113 788	32,04 %	112 101	36,95 %	88 857	22,05 %
EH BILDU	114 333	32,21 %	47 147	15,58 %	159 878	39,67 %
Total abertzale	228 121	64,25 %	159 248	52,53 %	248 735	61,72 %
PSE-EE	68 371	19,25 %	92 714	30,56 %	65 548	16,26 %
PP	30 076	8,47 %	32 123	10,59 %	67 112	16,65 %
UPyD	5 248	2,69 %	5 327	1,76 %		
Total espagnolistes	103 695	30,41 %	130 164	42,91 %	132 660	32,91 %





## Résultats à Vitoria-Gasteiz

Partis politiques	Autonomiques 2012		Autonomiques 2009		Autonomiques 1998	
	Votes	%	Votes	%	Votes	%
Participation	117 586	64,03 %	118 594	65,12 %	127 992	69,8 %
EAJ-PNB	25 797	22,61 %	28 295	25,27 %	22 371	17,83 %
EH BILDU	22 263	19,51 %	7 899	7,08 %	20 882	16,64 %
Total abertzale	48 060	42,12 %	36 184	32,35 %	43 253	34,47 %
PSE-EE	24 756	21,7 %	38 778	34,63 %	23 436	18,68 %
PP	23 921	20,97 %	25 889	23,12 %	36,435	29,04 %
UPyD	4,659	4,08 %	5 358	4,79 %		
Total espagnolistes	53 336	46,75 %	70 025	62,54 %	59 871	47,72 %

## Résultats à Bilbao

Partis politiques	Autonomiques 2012		Autonomiques 2009		Autonomiques 1998	
	Votes	%	Votes	%	Votes	%
Participation	178 871	64,97 %	188 845	67,01 %	215 986	69,44 %
EAJ-PNB	64 766	36,92 %	64 830	36,35 %	65 284	30,84 %
EH BILDU	27 829	15,86 %	9 471	5,31 %	35 702	16,87 %
Total abertzale	92 595	52,78 %	74 301	41,66 %	100 986	47,71 %
PSE-EE	34 845	19,86 %	57 425	32,2 %	38 364	18,12 %
PP	29 461	16,79 %	33 669	18,88 %	56 790	26,83 %
UPyD	4 218	2,4 %	4 207	2,36%		
Total espagnolistes	68 524	39,05 %	95 301	53,44 %	95 154	44,95 %





## Résultats à Donostia-San Sebastián

Partis politiques	Autonomiques 2012		Autonomiques 2009		Autonomiques 1998	
	Votes	%	Votes	%	Votes	%
Participation	96 885	66,05 %	93 007	63,16 %	107 954	69,88 %
EAJ-PNB	28 148	29,63 %	24 187	28,92 %	18 113	17,14 %
EH BILDU	21 193	22,31 %	10 533	12,59 %	35 744	33,82 %
Total abertzale	49 341	51,94 %	34 720	41,51 %	53 857	50,96 %
PSE-EE	21 606	22,74 %	28 569	34,16 %	18 054	17,08 %
PP	14 725	15,5 %	13 757	16,45 %	27 229	25,76 %
UPyD	2 458	2,59 %	2 458	3,44 %		
Total espagnolistes	38 789	40,83 %	44 784	54,05 %	45 283	42,84 %





## ETA et les clefs de la paix



### Ce que le nom « **ETA** » signifie

Sa carte de visite comprend la “tria nomina” – Organisation Socialiste Révolutionnaire – par laquelle le groupe armé définit son identité subjective. Cette identité révèle un contenu de classe dans l’objectif de “libération nationale” qu’il affirme poursuivre.

A la question : « nation ou classe sociale ? », le socialisme révolutionnaire basque (le MLNV) répondrait en faveur de la “nation de classe”. C’est qu’il cherche précisément à s’approprier l’expression du “national” afin de le subordonner aux intérêts d’une confrontation de classes sociales. Dans un contexte où il est impossible de délimiter objectivement les conditions d’appartenance à une classe sociale précise (ce qui finalement n’a jamais vraiment préoccupé les forces révolutionnaires), ceci signifie que ce qui est recherché, c’est de provoquer **un scénario de grave affrontement social et politique entre Basques.**

Toutes, absolument toutes, les formations sociales et politiques qui font partie de la « gauche abertzale » lient conceptuellement l’indépendance au socialisme. A qui appartient l’indépendance ? Voilà l’interrogation essentielle pour le MLNV. Il est clair que pour ce mouvement, l’indépendance ne sert à rien s’il n’a pas l’absolue certitude que

cette indépendance servira de cadre au développement d’un pouvoir socialiste entre ses mains.

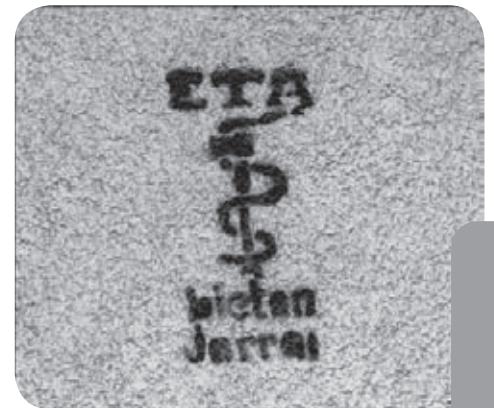
### Changer les règles pour obtenir le leadership

La stratégie que le MLNV désire déployer pour atteindre cet objectif nécessite l’obtention d’une hégémonie politique indiscutable pour la gauche abertzale. Mais pour cela, ils ont besoin de changer les “règles du jeu”, et de changer à un point « où la gauche abertzale sera plus forte et plus efficace ».

Le “processus” de solution du conflit est un instrument afin d’obtenir le changement des règles qui rendra possible l’hégémonie du MLNV. A cette fin, on comprend que le cessez-le-feu de ETA, loin d’être la conclusion d’un long cycle de violence et d’intimidations, devra être la mise en route d’un processus politique, prétentieusement appelé « processus démocratique ». Plus que la soumission définitive d’ETA à une exigence sociale, mainte fois répétée, de mettre fin au terrorisme, la décision de l’organisation armée sera la matérialisation d’une initiative sur le développement duquel elle garde un droit de regard.

Et nous y sommes. La gauche abertzale veut augmenter le nombre de ses élus, en faisant valoir sa condi-

tion de surveillante déléguée (par ETA) du dénommé “processus de paix”. Elle se sent autorisée à désigner les “authentiques feuilles de route de la paix”(Déclarations de Gernika et d’Aiete, interprétées d’une façon rigide), à surveiller le respect de ses directives de la part des autres forces politiques, à corriger et à protester contre leurs éventuelles déviations du chemin “tracé”. De plus, ETA se met à parler. Comme par hasard, ETA confirme que seuls le MLNV et ses alliés cheminent dans la direction correcte, et avertit que le « processus de paix est en train de déraiper et se dirige vers un chemin impraticable ». En clair et net : “si vous voulez la paix, faites ce que vous disent les Accords de Gernika”. Même dans un scénario de “fin définitive” du terrorisme, le saut de la gauche abertzale vers l’hégémonie politique continue à dépendre de l’obtention d’une position de pouvoir de fait ; et ceci en marge des intentions



que peut révéler un processus démocratique basque, qui très vite va se trouver devant une nouvelle occasion de se présenter devant les électeurs.



### **Qu'est-ce qui est important ?**

Les études d'opinion montrent une chute importante de la perception du terrorisme comme problème social. Cette chute ne vient pas seulement du fait que d'autres problèmes, plus urgents, remplacent le terrorisme dans les préoccupations des citoyens, mais aussi, parce que la paix semble être un acquis. La question d'ETA, et tout ce qui l'entoure, a perdu la centralité politique, et ce en faveur des problèmes économiques et sociaux.

Même ainsi certains considèrent que le plus important est « sa réaffirmation, presque neuf mois après le 20 octobre 2011, de sa décision de cesser définitivement le terrorisme ». Ces gens-là soulignent que cette décision « est unilatérale, ne résulte pas d'un accord bilatéral », et que « étant unilatérale, elle n'oblige pas le précédent Gouvernement, ni l'actuel, à donner des contreparties ». D'autres personnes, cependant, pensent que le plus important justement, c'est le contraire. Pour eux, ETA « a continué à consolider le processus, et en plus

*maintient son engagement en "redoublant d'efforts" pour ouvrir des voies au dialogue ».*

### **Processus démocratique ?**

Pour ma part, je pense qu'il faut insister sur ce que j'ai pu déjà dire en d'autres occasions. Affirmer que la solution du "conflit" a des clefs (la principale étant la territorialité) et que ces clefs ne peuvent être soumises au débat politique et à la votation populaire, est inacceptable d'un point de vue démocratique. Celui qui garde les clefs nous garde sous le contrôle de sa main. Et nous voilà de nouveau avec l'avantage politique du MLNV : changer les règles du jeu afin d'améliorer sa position de force et son efficacité. Mais les clefs doivent être dans les mains du peuple, dans le cadre des élections.

Nous sommes tous d'accord pour dire que la solution du conflit réside dans le développement de processus démocratiques. Mais serons-nous tous d'accord sur les points minimaux

qu'il convient d'exiger de la part d'un processus démocratique ?

En toute vérité, nous devons refuser tout processus ne comprenant pas :

- la participation populaire (sans que personne ne se réserve des clefs pour des "arrangements" en commande), en respectant les cadres établis pour adopter les décisions démocratiques collectives.

- l'égalité des chances au moment de présenter des projets politiques au vote populaire (sans que quiconque revendique de "nouvelles ou vieilles règles" pour obtenir une position avantageuse).

- la totale transparence (face à la tromperie et aux fausses promesses) des projets face au public, et enfin

- des mécanismes de contrôle social sur l'agenda public de l'institution renouée par le vote populaire.

*Joxan Rekondo*  
Aberriberri.com

## **Protégeons le commerce de proximité !**

EJ-PNB s'inquiète de l'explosion de l'offre de grandes surfaces, ces prochaines années : galerie marchande Ikea, Allées Shopping à Ondres, agrandissement des grands supermarchés de la côte basque.

Nous aurons une offre commerciale surdimensionnée équivalente à une agglomération de près de 500 000 habitants. La guerre des grandes surfaces ne doit pas rompre l'équilibre entre les différents types de commerce. Aujourd'hui, le commerce de proximité est directement menacé.

Plusieurs risques immédiats :

la précarisation de commerçants locaux qui se battent pour pérenniser leur commerce

la perte d'emplois commerciaux et la création de conditions de vie précaires avec de nouveaux emplois peu rémunérés dans une zone urbaine où le prix de l'habitat est déjà très élevé

l'évasion à l'extérieur d'une grande partie de l'argent des consommateurs locaux

Aucune ou peu de place pour les productions locales dans ce genre de grandes surfaces

EJ-PNB dénonce la myopie des responsables politiques qui raisonnent en priorité à l'échelle de leur commune, alors qu'il faudrait une maîtrise foncière pour l'ensemble du Pays Basque.

EJ-PNB réaffirme la nécessité d'une Collectivité Territoriale Pays Basque qui ait en charge la maîtrise de l'urbanisme commercial.

EJ-PNB rappelle la priorité consensuelle des Conseils de Développement et des Elus : celle de la promotion de l'économie productive, celle de la production industrielle et agricole. La direction prise est exactement l'inverse, avec une économie du loisir résidentielle en expansion.



## **Le pacte budgétaire européen**

**Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, plus connu sous le nom de pacte budgétaire européen, a été signé à Bruxelles par les dirigeants des 25 Etats-membres de l'Union Européenne (tous, sauf le Royaume-Uni et la République Tchèque). Il entrera en vigueur lorsque 12 Etats-membres de la zone euro l'auront ratifié. Sa mise en œuvre est prévue pour le 1er janvier 2013.**

Le Traité de Maastricht, qui créait l'Union Economique et Monétaire, n'avait pas voulu, du fait de la réticence de certains Etats, aller jusqu'à instaurer des règles communes de gouvernance économique et budgétaire. Il avait été, dès l'origine, critiqué pour cela, et cette absence a contribué fortement à la crise des dettes publiques qui a frappé la zone Euro.

### **Un traité attendu**

Ce nouveau Traité constitue donc une évolution nécessaire et positive entraînant l'Europe sur la voie d'une harmonisation budgétaire, sans laquelle une union monétaire ne saurait fonctionner convenablement. En substance, ce pacte budgétaire impose à ses signataires d'avoir des finances publiques allant vers l'équilibre.

La ratification de ce Traité n'a pas été un long fleuve tranquille, notamment en France. Même si le texte, il faut bien le dire, a été fortement inspiré par l'Allemagne très attachée à une forte discipline budgétaire, il ne condamne pas pour autant les Etats-membres à l'austérité éternelle et ne menace pas forcément leur souveraineté ... comme certains ont pu le faire croire.

D'abord, le pacte budgétaire impose une limite au déficit structurel qui ne pourra pas excéder 0,5% du PIB. Il faut bien préciser que le texte n'interdit pas les déficits en général, mais uniquement ceux qualifiés de « structurels », c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses « habituelles » de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité Sociale (impôts, taxes, et cotisations côté recettes ; salaires, prestations sociales et investissements côté dépenses). La règle adoptée est donc différente de celle contenue dans le Traité de Maastricht qui prévoyait que les Etats devaient limiter à 3% du

PIB le déficit total de leurs finances publiques. Dorénavant, les Etats doivent s'engager à financer leurs dépenses courantes par des recettes et non pas par l'emprunt, mais ils gardent la possibilité de soutenir leur économie par un déficit exceptionnel, qui pourra dépasser dans certains cas les 3% de l'ancienne règle, à condition qu'il s'agisse de mesures temporaires justifiées par des circonstances exceptionnelles.



*Le Parlement européen*

### **Les souverainetés nationales mises à mal ?**

Ensuite, sur le risque de réduction de la souveraineté nationale des Etats-membres, il convient d'apporter les précisions suivantes. Certes, en cas de dérapage budgétaire, les pays « déviants » seront sommés de modifier au plus vite leur politique. En revanche, la Commission européenne n'a pas le pouvoir de fixer, en amont, une limite à la progression des dépenses publiques. Et, les sanctions, qui interviennent en aval (après le dérapage constaté) pourront être refusées si une majorité qualifiée de pays s'y oppose.

Il est également dénoncé le fait que la « règle d'or » d'interdiction des déficits structurels constituerait un corset financier dépossédant les parlements nationaux de leurs prérogatives. Certes, cette « règle d'or » est contrai-

gnante car, en cas de déficit excessif, est prévu le déclenchement automatique de mesures de correction. Ceci-dit, ce sont les Etats-membres qui doivent mettre en œuvre les mesures correctives et ils disposent donc du choix et de la responsabilité de les adapter au contexte national. Très concrètement, si un Etat doit changer sa politique pour respecter « la règle d'or », il reste libre d'en choisir les moyens (augmentation des impôts, baisse des dépenses...) et, ceux-ci devront, bien évidemment, recevoir l'aval de son Parlement.

### **Condamnés à l'austérité ?**

Il est également reproché à ce Traité de graver dans le marbre le postulat de la rigueur, par l'interdiction de toute politique de relance. Certes, les règles anti-déficits ont été adoptées sous l'influence des pays « fourmis » (l'Allemagne en particulier) qui cherchent à encadrer les finances des pays « cigales ». Ces gouvernements ne veulent plus être contraints, en effet, de voler au secours de pays, comme la Grèce par exemple, qui pratiquent un déficit structurel permanent en payant à crédit leurs dépenses publiques courantes. Là aussi, les choses méritent d'être nuancées puisque le pacte budgétaire n'interdit pas à un pays de mener une politique de soutien à l'économie en cas de récession grave ou lorsque des circonstances particulières le justifient.

Même s'il n'est pas exempt de critiques, le nouveau Traité budgétaire apparaît donc globalement plus intelligent et plus souple que ses prédécesseurs. Il vient corriger un mode de fonctionnement quelque peu bancal en renforçant le pilier économique et budgétaire qui manquait à la zone euro.

## Pako Arizmendi : « le rugby défend des valeurs transmises par nos parents »



Pako Arizmendi est un des dirigeants d'EAJ-PNB. Il a également un parcours rugbystique bien rempli. L'occasion d'évoquer ce sport sous un angle social voire politique.

**Y a-t-il des valeurs communes à ton engagement politique et à ta jeunesse sportive dans le rugby ?**

En fait la prise de « conscience politique » survient lorsque vous êtes confrontés au quotidien à des problèmes, à des interrogations. Je ne pense pas que la démarche politique soit liée à un engagement sportif quelconque, Mais il est vrai que dans un sport d'équipe il y a forcément de l'échange, du débat, des prises de positions et des idées qui ne sont pas forcément que de la tactique de jeu. Le parallèle que nous pouvons faire entre le rugby, par exemple et la vie politique c'est le degré d'engagement, il peut être plus ou moins fort et bien sûr plus ou moins efficace. La prise de conscience d'un rôle éventuel que vous pouvez avoir dans la société, survient lorsque l'énergie physique commence à s'estomper.

On bascule dans la phase « retour sur soi » et les positionnements politiques deviennent plus déterminés.

**Le rugby a-t-il contribué à ta construction personnelle ?**

Je suis tombé dans la marmite ovale d'une façon on ne peut plus naturelle et quasiment obligatoire. J'ai attaqué le rugby en minimes à l'Aviron Bayonnais parce que dans mon quartier les grands frères de mes camarades jouaient à l'Aviron, les trois bistrots du quartier étaient fans de l'Aviron, le prof de gym du collège jouait en première à l'Aviron. Il était difficile de passer par les mailles ovales du filet ! Quelques années plus tard pour des raisons affectives je mutais pour l'A.S. Bayonne où des années formidables m'attendaient. C'est à partir de cette période que le rugby influa fortement sur ma personnalité. Jouer dans un « petit » club et me frotter aux plus grands, c'était super, du défi en permanence, dans la catégorie « juniors » les écarts de

division n'existaient pas.

Il est indéniable que pratiquer un sport et à fortiori un sport de contact c'est très « formateur » ;

Résister à une poussée pendant 80 mn si vous êtes plus faible physiquement, forcément ça renforce le caractère. Lutter tout en restant solidaire est une épreuve fantastique, c'est ce que je trouvais de palpitant



dans le rugby. Finalement c'est un sport qui véhicule les valeurs que nos parents nous transmettent, l'altruisme, le respect de soi et des autres etc.

**Le rugby est-il un sport du Pays Basque au même titre que la pelote ?**

Comme pour la pelote, les basques ont apprivoisé cette discipline. Elle correspond, sans doute, comme je l'ai dit au dessus, au caractère, au tempérament de notre peuple. Il est vrai qu'on présente souvent ces deux disciplines comme antagonistes pour ceux qui veulent les pratiquer simultanément. Moi je trouve que c'est un équilibre entre un sport « où on peut se lâcher » qu'est le rugby et un sport comme la pelote qui nécessite une maîtrise de soi constante dans sa pratique. Quand on est jeune les deux disciplines peuvent participer à l'épanouissement de la personne.

**Pourquoi réussit-il à séduire autant de jeunes**

Au niveau amateur, le rugby est un sport qui reste à la portée des tous. Les grands, les petits mais malins, les lents mais costauds, les maigres mais rapides, ils ont tous un rôle à jouer dans une équipe de rugby. Le groupe de copains qui se forme autour de

ce sport représente souvent la société, dont les barrières multiples du quotidien sont momentanément estompées.

Dans certains cas, cette « tribu » est un refuge affectif, une seconde famille.

**Quelles ont été les principales évolutions du club US Nafarroa dont tu as été joueur, entraîneur et dirigeant pendant des années ?**

Mes années les plus actives furent durant l'époque où l'U.S. Garazi existait avant de fusionner avec l'U.S. baigorri. Le rôle essentiel d'un club sportif étant de per-

mettre l'épanouissement de sa jeunesse, le rapprochement des 2 clubs fut un acte de bon sens malgré ses détracteurs. Le regret que nous pouvons avoir c'est de ne pas voir évoluer l'équipe première à un meilleur niveau. Mais demander à nos jeunes joueurs de s'entraîner pratiquement tous les jours est mission et objectif impossibles. L'association ne peut pas compenser le manque à gagner d'une implication quasi quotidienne qui serait imposée à nos joueurs. Notre fierté est l'encadrement de valeur de nos équipes de jeunes.

L'U.S. Nafarroa reste un excellent centre de formation, nous collectionnons les boucliers de Brennus. De nombreux clubs de l'hexagone rêvent d'en accrocher un seul au mur de leur siège, c'est dire la performance de notre école de rugby.

Notre club Bas Navarrais assume finalement son rôle d'accompagnement de notre jeunesse, futurs adultes qui rayonneront dans notre cher Pays Basque.



## La mort du Président Aguirre

Le mardi 22 mars 1960, vers 6 heures du soir, le Président Aguirre-victime d'une angine de poitrine (conséquence de son goût immodéré pour le tabac ?)- cessait de vivre dans son domicile parisien, à l'âge de 56 ans.

Le vendredi 25, une chapelle ardente fut dressée à la Délégation d'Euzkadi, rue Singer dans le 16<sup>e</sup> arrondissement où gerbes et couronnes ne cessaient d'affluer et où défilèrent de nombreuses personnalités amies, basques mais aussi espagnoles et françaises.

Les funérailles eurent lieu le samedi 26 en son église paroissiale de Saint Pierre du Gros Caillou, rue Saint Dominique, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, où officiait son ami, le chanoine Alberto Onaindia.

Aussitôt le service religieux terminé, le convoi funèbre prit la route de Saint-Jean-de-Luz, où devaient avoir lieu un nouvel office, puis l'inhumation.

Telesforo Monzón- qui était resté son ami malgré les divergences politiques -insista pour que le cercueil arrivé le dimanche après-midi, soit déposé dans sa maison « Mende Berri » du boulevard Thiers.

Le lundi 28 mars au matin, eut lieu la messe ; le cercueil fut suivi à pied du boulevard Thiers à l'église, par une foule de plus de 4 000 personnes. Malgré les difficultés, beaucoup de Basques du Sud avaient réussi à franchir la frontière.

### Une émotion considérable

Ce décès subit que rien ne laissait prévoir, suscita une émotion consi-

dérable en Europe mais aussi dans le continent américain, où il comptait tant d'amis. De très nombreux articles revinrent sur la personnalité et la vie du Président Aguirre.

Parmi ces articles, on retiendra ceux de ses amis de la Ligue Internationale des Amis des Basques, François



*Jesús María Leizaola prêtant serment (1960)*

Mauriac et Pierre Dumas.

François Mauriac écrivit : « Je me rappelle ce cri d'Aguirre à la radio en 1936 et qui résume son drame. Le seul crime de mes amis basques fut d'avoir refusé de se joindre aux généraux rebelles. Un peuple chrétien fut traité en criminel et abandonné de ses chefs spirituels pour avoir refusé de se révolter...A la Libération, José Antonio Aguirre but vraiment le calice jusqu'à la lie, lorsqu'il comprit que Franco serait épargné... »

Pour sa part, le journaliste et ancien député Pierre Dumas écrivit : « C'était un Basque. C'était un chrétien. C'était un homme. Il croyait à sa patrie, à sa religion, à l'humanité. Et parce qu'il avait cru à sa patrie, il en fut exilé. Parce qu'il avait cru à sa religion, il en fut oublié. Parce qu'il avait cru à l'humanité, il en fut victime. »

### L'oraison funèbre de Monseigneur Mathieu

Monseigneur Clément Mathieu, évêque d'Aire et de Dax, prononça en l'église de Saint-Jean-de-Luz l'oraison funèbre ; il connaissait bien, lui le natif de Hasparren, les critiques qui avaient été faites aux nationalistes basques pour avoir combattu aux côtés des communistes : « Ce fut à mes yeux un scandale de voir que pour accueillir les catholiques basques il n'y avait, du moins dans mon diocèse, que des groupements hostiles à leur religion. C'est de ce scandale qu'est née « l'Association des Amis des Basques » dont j'ai assumé la présidence... »

### Jesús María Leizaola, nouveau lendakari

Réunis à Bayonne le dimanche 27, les membres du Gouvernement d'Euzkadi désignèrent Jesús María Leizaola, jusqu'alors vice-président, pour assumer la présidence. Il prêta serment le lendemain sur le cercueil même d'Aguirre. Agé de 64 ans, c'était un militant de longue date du PNB, ancien député aux Cortes en 1931 et 1933. Très expérimenté, doté d'une vaste culture, il était cependant loin de posséder le charisme d'Aguirre.

Jean-Claude Larronde



## Alderdi Eguna, le 30 septembre dernier

Ce jour de fête en l'honneur de notre mouvement politique est toujours émouvant pour les dizaines de milliers de jeltzales et de jeltzales présents. Il s'agit également pour nous militant du nord d'un week-end particulièrement intense.

La veille, le samedi 29 septembre, comme à l'accoutumée, nous avons accueilli des représentants de partis frères de l'Hexagone : Convergence Démocratique de Catalogne, Ligue Savoisiennne, Savoie, Europe Liberté, le Parti Breton et Unser Land, le Parti Alsacien. Un débat a permis de partager les points de vue sur la relation entre les régions et l'Europe. Faut-il espérer une Europe des régions ou créer de nouveaux Etats pour exister dans l'Europe actuelle ? Sans trancher définitivement ce débat, la voie catalane actuelle montre que l'étatisation de certaines régions nations se concrétisera sans doute dans un avenir proche.

Le lendemain, la txozna, le stand Lapurdi a été animé par beaucoup d'Alderdikide, certains occupés à préparer des pintxos, d'autres chargés du zikiro, d'autres encore au service. Même si le temps n'était pas propice à la consommation de bières, nombre de personnes réunies en cet Alderdi Eguna se sont retrouvées dans notre txozna pour consommer et discuter entre amis.

Un des moments forts restent le défilé des militants par organisation municipale. Un accueil extrêmement chaleureux est toujours réservé aux militants d'Iparralde. Cette fraternité basque est un moment particulièrement émouvant et nous tenons à remercier tous ceux et toutes celles qui nous ont accueillis.

Au final, une journée inoubliable réussie par le nombre important de personnes réunies et l'ambiance d'union festive, prélude au succès électoral un mois plus tard.



## Demain, une Collectivité Territoriale du Pays Basque ?

*Lema Eguna, le 23 novembre 2012, à St Pée sur Nivelle, salle Xabatenea avec Christine Bessonart, maire de St-Pée sur Nivelle et présidente du Biltzar des maires, Beñat Inchauspé, Conseiller Général et maire de Hasparren, Manu Bakero, membre de l'Iparr Buru Batzar.*

EAJ-PNB renoue avec Lema Eguna, en organisant une conférence débat consacré à la Collectivité Territoriale du Pays Basque. L'occasion de faire le point sur l'état des lieux. A quoi correspond ce projet de Collectivité Territoriale ? quelles sont ses spécificités ? quels sont ses atouts ? quelles ont été les différentes démarches et les différentes réflexions sur ce thème ? Quels sont les obstacles à sa réalisation ? quelles sont les différentes étapes et les différents scénarios du futur ?



## RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34  
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : [contact@ej-pnb.eu](mailto:contact@ej-pnb.eu) - site : <http://www.eaj-pnb.eu>  
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

**ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS** Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz  
Ramunxo Camblong 06 19 97 15 75 [rxocamblong@hotmail.fr](mailto:rxocamblong@hotmail.fr) - Basse-Navarre-Soule,  
Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Hendaye, Marinette Apendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, Dany  
Camblong 06 82 82 86 12 [daniel.camblong@wanadoo.fr](mailto:daniel.camblong@wanadoo.fr) - Saint-Jean-de-Luz, Jean Aniotzbehère 05 59 54 21 32



Euzko Alderdi Jeltzalea  
Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé